

total, en face de cette diminution graduelle que les honorables messieurs exhalaient leurs plaintes ! Ils ignoraient que pendant les cinq années de leur administration précédente, alors qu'ils n'exhalaient aucune plainte à propos de l'émigration, les chiffres étaient bien différents, je ne saurais un moment le nier ; les voici :—

En 1863-69.....	30,921
“ 1869-70.....	53,640
“ 1870-71.....	47,082
“ 1871-72.....	40,288
“ 1872-73.....	37,569

Soit un total de 209,403, au lieu de 120,000 pendant les années désastreuses, ou un excédant de 89,000, c'est-à-dire au delà de 75 pour cent de plus que l'émigration qui avait plongé les honorables messieurs dans la douleur et le deuil lorsqu'ils siégeaient sur les banquettes de l'opposition. Mais, M. l'Orateur, les voilà revenus au pouvoir et l'exode recommence. Les voici de retour à Ottawa et notre population s'enfuit aux Etats-Unis. Lorsque les honorables messieurs nous citaient les chiffres des Etats-Unis, ils n'avaient pas encore découvert que ces chiffres étaient entièrement inexacts, qu'on les avait manipulés, dans un certain but, et qu'ils ne représentaient pas la vérité. Au contraire, ils ont tonné contre nous à propos de ces chiffres, et comme nous ne possédons pas l'intelligence et la subtilité des honorables messieurs de la droite, nous n'avons point dit que l'administration des Etats-Unis avait manipulé les chiffres. A l'appui des mêmes faits, je dirai que le nombre d'immigrants s'élevait à 99,500, l'année dernière, et pour le trimestre suivant à 37,779, soit un total de 137,279 pendant les quinze derniers mois, soit 17,200 émigrants de plus que pendant les cinq années dont nous a parlé mon honorable ami, 17,200 émigrants de plus que durant cette triste période, et les honorables messieurs de la droite n'ont pas poussé un soupir, n'ont pas versé une larme sur le départ de leurs concitoyens.

Je ne prétends point, M. l'Orateur, que nous devions pleurer tous ensemble ces départs. Nous sympathiserons avec vous si vous consentiez à pleurer avec nous, (*Si vis me flere, primo flendum est tibi*). L'an dernier, 450,000 immigrants se sont rendus aux Etats-Unis. Sur ce total, notre jeune Canada a fourni les deux neuvièmes. Il a fourni plus que l'Angleterre, l'Irlande, l'Allemagne, enfin plus qu'aucune autre nation. Pendant les quinze derniers mois, $\frac{3}{4}$ pour cent de notre population a émigré, et si la même proportion d'Américains eût émigré chez nous, la population du Canada compterait aujourd'hui 180,000 âmes de plus. Nul doute que l'émigration dont l'honorable monsieur se plaignait, dans le temps, était restreinte au chiffre normal, et comparativement faible, mais les derniers chiffres que j'ai mentionnés—toutes les personnes qui ont tant soit peu étudié la question admettront ce fait—représentent une émigration calamiteuse pour nos principales ressources.

“ Mais, nous dit-on, pourquoi vous plaindre de cette émigration ? ” L'honorable ministre des finances admet que cet exode est déplorable, mais il nous recommande de ne pas tomber dans l'exagération. Il prétend que les choses ont été mal représentées, et il a constaté cela en comparant soigneusement l'année expirée le 31 décembre avec celle qui s'est terminée le 30 juin. Si tel n'est point le cas, il est au moins remarquable et même extraordinaire qu'il nous ait mentionné les chiffres de l'année expirée au 31 décembre au lieu de celle qui s'est terminée le 30 juin. Nous ne pouvons demeurer silencieux en présence de ces faits ; nous devons constater les faits et, s'il est possible, rechercher les causes de cette forte émigration, car, en supposant même que de graves erreurs ont été commises dans ces chiffres, que les officiers du recensement et les statisticiens américains deviennent de plus en plus inexacts chaque année, personne ne peut nier le fait qu'une émigration considérable de notre population a eu lieu. Je répète que nous ne pouvons rester silencieux. Les honorables messieurs de la droite se gênent-ils

de parler ? Nous parlons de cette affaire dans le pays et dans cette Chambre, dans le but de constater les difficultés et, s'il est possible, de les faire disparaître ; mais quand le premier ministre, avec toute l'autorité de sa position, dans les circonstances les plus remarquables où puisse se trouver un premier ministre, adresse la parole à une députation de marchands de Manchester qu'il recevait à Londres et s'exprime comme on va le voir, c'est toute une autre chose. Voici ses propres paroles :—

“ Il en résulte que tout le talent, toute l'ambition, toute l'habileté d'artisan et tout l'esprit d'entreprise de ceux de nos jeunes gens qui ne se sentent pas de goût pour l'agriculture et préfèrent se livrer à l'industrie, s'en vont aux Etats-Unis. Les artisans qui laissent notre pays, sont les plus accomplis, les plus rangés, les plus capables, les mieux doués. Ils nous quittent tous parce qu'ils peuvent trouver de l'emploi aux Etats-Unis où il y a des manufactures. Ils ne veulent pas être cultivateurs et ils nous quittent.”

Vous observerez M. l'Orateur, que l'honorable monsieur parle au présent. Les chiffres nous ont indiqué le nombre des émigrants ; l'honorable monsieur nous énumèrent leurs qualités. Nous avons obtenu le nombre par l'intermédiaire des statisticiens, l'honorable monsieur nous donne la valeur de cette émigration. Une émigration de cette nature mérite assurément qu'on la mentionne, même dans le discours du trône. Mais je crois que l'honorable monsieur se trompe sur la nature et les causes de cette émigration. Je crois que nombre de cultivateurs quittent notre pays pour aller s'établir ailleurs et qu'en outre de nos jeunes artisans, nous perdons un grand nombre de ceux qui, dans d'autres circonstances, resteraient sur les terres des anciens provinces, ou iraient s'établir sur les terres des nouveaux districts.

A six heures, l'Orateur quitte le fauteuil.

SÉANCE DU SOIR.

M. BLAKE, continuant, dit :

Le discours du trône contient une déclaration qui n'est qu'une répétition de celle de l'année dernière et que, j'en ai la certitude, nous avons tous lue avec regret, savoir, que nous avons dû dépenser d'énormes sommes pour soustraire la population sauvage à la famine. Du moment où nous avons entrepris un vaste système d'assistance pour les sauvages, j'ai toujours craint que ce ne fût une charge permanente pour le trésor. Nous savons tous que du moment où une semblable population a l'assurance qu'on les nourrira, elle réclame des aliments. Il est vrai que, dans la circonstance actuelle, cette demande semble justifiable, jusqu'à un certain point, par le fait que la source ordinaire de leur approvisionnement a fait défaut, mais je crains bien qu'après avoir nourri les sauvages du Nord-Ouest depuis deux ans, nous ne soyons obligés de les nourrir encore pendant plusieurs années à venir. Les rumeurs qui nous arrivent par l'intermédiaire des officiers de ce service, ne sont pas très encourageantes. Des lettres m'informent que la distribution de provisions aux sauvages a été faite avec extravagance, je dirai même d'une manière folle ; à part des provisions ordinaires, on leur aurait fourni de grandes quantités de pain d'épice, de rubans et de bougies ; pourquoi ? Je l'ignore. Je crois qu'un des officiers coupables de ces extravagances, a été fort justement destitué ; mais je crains qu'une partie du crédit que nous allons être appelés à voter, sera affectée à payer les extravagances et folies que je viens de mentionner.

Le discours du trône attribue le retour à la prospérité, en grande partie à l'opération du tarif, et nous donne l'intéressante information que le tarif a non-seulement contribué au développement de nos manufactures et de certaines productions du pays, etc. Je suis fort heureux d'apprendre que le tarif a développé d'autres productions du pays. Voilà certainement un tarif qui opère en grand. Il a un effet presque universel et il est très satisfaisant d'apprendre que toutes les productions du pays se sont développées sous son